

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 15 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COSMOLYS**

Zone d'Activité des Marlières  
59710 Avelin

Références : [28092023\\_COSMOLYS\\_AVELIN](#)

Code AIOT : 0007004966

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement COSMOLYS implanté Zone d'Activité des Marlières 59710 Avelin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COSMOLYS
- Zone d'Activité des Marlières 59710 Avelin
- Code AIOT : 0007004966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COSMOLYS est spécialisée dans la collecte et le traitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI). Elle utilise des équipements de prétraitement pour désinfecter

une partie des déchets collectés, les autres déchets transitant sur le site uniquement.

Les producteurs collectés sont principalement des patients à domicile, des laboratoires d'analyses médicales, pharmaceutiques et agroalimentaires, des établissements de santé, des maisons de retraites, des professionnels de santé libéraux (médecins, dentistes...), des thanatopracteurs.

Les déchets proviennent de plusieurs régions : Hauts de France, Normandie, Grand Est...

Le site fonctionne avec quatre appareils de prétraitement « AMB-série Ecostéryl ».

Le principe de prétraitement repose sur un broyage suivi d'un traitement thermique par procédé micro-ondes et maintien en température (température de traitement : 98°C à 106°C pendant 1 heure). L'efficacité antimicrobienne du procédé assure une réduction de la contamination des déchets d'activités de soins à un niveau inférieur à celui des déchets ménagers.

L'activité de prétraitement fonctionne en 3 x 8, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Depuis le décret n° 2010-369 du 13/04/10 modifiant la nomenclature des installations classées, les activités du site relèvent de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités du site étaient jusqu'alors suivies par les services de l'agence régionale de santé et encadrées par un arrêté préfectoral du 29 décembre 2009. Le site fonctionne sous le bénéfice des droits acquis et les activités sont encadrées par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels (Sécurité incendie), Risques chroniques (BREF WT)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ♦ les observations éventuelles ;
- ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.4.2	/	Sans objet
2	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.4.3	/	Sans objet
3	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.7.3	/	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	/	Sans objet
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 28 septembre 2023 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts de France.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/12/2021, article article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées le 22/09/2023 par Bureau Veritas. 8 observations ont été soulevées dont 2 récurrentes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les 2 récurrentes concernent une remise en place de matériel et une suppression de matériel non utilisé et ont été prises en charge par l'équipe de maintenance de l'exploitant.</li><li>- 1 observation concernant l'inadaptation d'un dispositif de protection contre les surintensités est indiquée comme pouvant amener un risque d'incendie et d'explosion. Cependant l'exploitant a soulevé le fait qu'un dispositif équivalent à celui prescrit par Bureau Veritas existe déjà. L'exploitant se rapproche de Bureau Veritas pour confirmer le risque et indique suivre les recommandations de Bureau Veritas si nécessaire.</li></ul> L'inspection constate le suivi des observations par l'équipe maintenance de l'exploitant par la mise en place d'une feuille d'actions. Les autres observations sont en cours de traitement par l'exploitant.
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer les suites données à l'ensemble des observations émises par Bureau Veritas lors du contrôle des installations électriques du 22/09/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/12/2021, article Article 8.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments disposent d'un dispositif de détection incendie permettant d'alerter l'exploitant 24h/24h et 7j/7j. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le dispositif de détection incendie a été vérifié par EUROFEU le 02/12/2022. Aucune observation n'a été émise. L'exploitant précise que toute détection incendie est reportée vers la société de surveillance Delta Chubb. Le site fonctionne 24h/24h et 7j/7j.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/12/2021, article Article 8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé au sein des bâtiments par la mise en place de barrières étanches, d'une hauteur suffisante, au niveau de chaque issue. La fermeture automatique de ces barrières est asservie à la détection incendie précisée à l'article 8.4.3. Le volume utile de rétention au niveau du bâtiment de traitement des DASRI est de 510 m<sup>3</sup> pour 255 m<sup>3</sup> à confiner. Les eaux d'extinction incendie de ce bâtiment ne peuvent pas être confinées sur les aires extérieures.</p> <p>En cas d'incendie sur le bâtiment de stockage des emballages propres, un volume de 252 m<sup>3</sup> doit pouvoir être confiné. Ce volume peut être confiné au sein du bâtiment en totalité (le volume utile à retenir dans ce cas est de 504 m<sup>3</sup>) ou alors pour parti dans le bâtiment et sur les aires extérieures.</p> <p>Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place en février 2023 des barrières à fermeture automatique asservie au système de détection incendie qui permettent de retenir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 750 m3 dans le bâtiment industriel (1500m<sup>2</sup>) pour 510 m3 à retenir</li><li>- 600 m3 dans le bâtiment stock (1200m3) pour 508 m3 à retenir</li></ul> <p>L'inspection a constaté le bon fonctionnement du système par un essai réalisé par l'exploitant.</p> <p>La fermeture est asservie par la détection incendie sur 2 têtes.</p> <p>L'inspection constate également sur le registre de sécurité la réalisation d'un exercice incendie le 27/09/2023 avec évacuation du personnel, report de l'alarme sur l'ensemble du site et fermeture des barrières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/12/2021, article Article 8.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. - de Robinets Incendie Armés (RIA) situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; - Des poteaux d'incendie d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours. Ces poteaux situés à moins de 200 mètres du risque à défendre permettent de délivrer en simultané et sous une pression de 1 bar, un débit de 120 m3/h durant deux heures ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie; L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté sur site et sur les rapports de vérifications la présence de RIA (3) et d'extincteurs (36) répartis uniformément sur le site.  Les différents moyens de lutte incendie ont été vérifiés par EUROFEU : - le parc de RIA le 07/03/2023. Tous ont été notés en bon fonctionnement et bon état. - le parc d'extincteur le 07/03/2023. 2 ont été jugés à remplacer (n°9 machine et 24 dépôt ) - le système de désenfumage le 08/03/2023. Le système a été jugé en bon fonctionnement et bon état. - les BAES le 08/03/2023. Les blocs sont en en bon fonctionnement et bon état.  Les hydrants ont fait l'objet d'une mesure en simultanée le 21/11/2022 par la société SUEZ. 2 hydrants (n°47 et 48) sont situés à proximité à moins de 200 m et un troisième (n° 49) à environ 270 m. Une mesure en simultanée ont été réalisées sur les 2 hydrants les plus proches et une autre sur l'ensemble des 3 hydrants. Les 2 mesures montrent un débit conforme : 180 m3/h et 207 m3/h pour 120 m3/h à atteindre. Les besoins en eau incendie sont justifiés et atteints.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : MTD Générique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée



**Prescription contrôlée :**

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

**Constats :**

La capacité journalière maximale de traitement de déchets dangereux est fixée à 21 t par l'arrêté préfectoral du 14/12/2021.

Cette capacité est suivie par l'exploitant par la capacité technique des machines : les 4 lignes de traitement ont une capacité totale de 1 t/h ce qui leur permet au maximum de traiter 21/j. De plus, l'emprise dédiée au stockage des déchets en attente (500 m<sup>2</sup>) limite la production.

L'inspection constate que l'exploitant prend des dispositions pour éviter l'accumulation des déchets :

- par la planification des réceptions : l'inspection constate un suivi informatisé au jour de la collecte.
- par une gestion efficace des flux : un système de code barre permet à l'exploitant le suivi du flux de déchets sur le site. Ces codes sont scannés par le technicien directement sur les contenants.

L'exploitant montre, grâce à l'outil informatique, à l'inspection le reporting des déchets en volume et type. L'inspection constate que la moyenne hebdomadaire de déchets traités est comprise entre 110 et 120 tonnes. Le volume de déchet traité est donc en moyenne de 18 t/j.

Le temps de séjour maximal des déchets sur le site est fixé par l'exploitant à 48h.

Sur site, l'inspection a constaté l'utilisation de l'outil code barre et la maîtrise du suivi réalisé par l'exploitant. Aucune accumulation de déchets n'est présente le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 6 : MTD Générique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :  a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité c) Prévention de la corrosion d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses e) Humidification f) Maintenance g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les équipements suivants concernent les émissions atmosphériques : - les tourelles d'extraction d'air - les centrales de traitement - les caissons de filtration sur les machines.  Les tourelles d'extraction d'air réalisent une simple extraction mécanique (par un moteur électrique) de l'air de l'atelier sans traitement. Elles font l'objet de contrôle visuel de l'exploitant. Une fois par an le flux d'air avant extraction fait l'objet d'une campagne de mesures. La dernière campagne a été réalisée par KALI'AIR le 01/12/2022.  Les centrales de traitement de marque "Zehnder" permettent un traitement de l'air dans l'atelier. Elles sont placées à proximité des équipements de prétraitement et équipées de filtre à particule fine et de filtre à odeur (filtre à charbon). La société "Zehnder" effectue la maintenance trimestrielle de ces équipements.  Les caissons de filtrations sont fixés dans les équipements de prétraitement et permettent de protéger le technicien à l'ouverture de la trémie. Ils contiennent des filtres à particules fines, poussières, filtre HEPA (bactérie) et filtre à odeur). Ces caissons sont maintenus par l'équipe de maintenance de l'exploitant.  Les zones de stockage et traitement des déchets font l'objet d'une procédure de nettoyage. Cette procédure est retranscrite dans le PGI (Progiciel de Gestion Intégrée) de l'exploitant. Ainsi le technicien en charge du nettoyage connaît la zone à nettoyer et valide sa réalisation dans celui-ci. L'exploitant a fait une démonstration de l'utilisation du PGI à l'inspection. Les différentes zones à nettoyer sont planifiées dans le logiciel : - zone de stockage propre : le samedi - quai et zone de déchargement : mardi, jeudi et dimanche - stockage DASRI : mardi, jeudi et dimanche - machines et abords : maintenir propre en continu  Ces constats confirment la mise en œuvre des techniques « Confinement, collecte et traitement

des émissions diffuses », « Maintenance » et « Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet